

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 12 août 2014

Adresse postale

Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité Administrative – Bâtiment 1
Cours Jean Jaurès
84000 AVIGNON
(Entrée : Avenue du 7^e Génie)

Affaire suivie par : Subdivision 2

Tél. : 04.88.17.89.33 – **Fax** : 04.88.17.89.48

N° S3IC : 064.0507-P3

Réf. : D-0193-2014-UT84-Sub2

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société SPLM COUDOURET à PERTUIS (84120)

P.J. : Un projet d'arrêté de mise en demeure.
Lettre de conclusion de la visite d'inspection du 23 juillet 2014.

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Sommaire

1 - PRÉSENTATION DU DOSSIER.....	2
2 - VISITE D'INSPECTION.....	2
3 - PLAINTÉ.....	3
4 - PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES ...	4

Cette situation perdure depuis la visite du 19 juin 2009 (écart n° 3). Ensuite, lors du renouvellement de l'agrément VHU de la société en janvier 2014, nous avons mis à jour les rubriques ICPE qui avaient évolué (déclarations d'antériorité) dans le domaine des déchets. L'exploitant a contesté un certain nombre de tonnages et de volumes, pourtant inscrits dans son dossier de 2007, car il ne peut fonctionner avec des stockages aussi faibles. Suite à une réunion dans nos locaux le 7 février 2014, il s'est engagé à déposer un dossier de mise à niveau de son site, dossier qui n'est toujours pas parvenu aux services de la préfecture de Vaucluse.

2. Absence de rétention sous plusieurs fûts contenant des liquides dangereux pour l'environnement (huile de transformateurs électriques et gasoil sur l'aire VHU, huile hydraulique dans la nature, additif au gasoil « AD Blue » au dessus du canal de rejet au milieu des eaux traitées par le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures du bas). Ceci constitue un écart aux dispositions du point 7.5.3 de l'arrêté préfectoral précité, portant autorisation.
3. Absence de registre d'entrée des déchets pour les particuliers. Ceci constitue un écart aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement pour les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets ainsi que les exploitants des installations visées à l'article L. 214-1 ou des installations visées à l'article L. 511-1 qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3.

Par l'instauration de ce registre, les volumes de déchets susceptibles d'être présents sur le site pourront être contrôlés en faisant le ratio entrées et sorties du site, ce qui permettra à l'inspection de vérifier la quantité de déchets réelle présente sur le site au cours d'une prochaine inspection. Actuellement ce contrôle est quasiment impossible.

Les trois écarts listés ci-dessus présentent potentiellement des dangers à l'encontre des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et par conséquent doivent être réglés rapidement par l'exploitant.

3 - PLAINTES

Bruits :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant nous a donné le rapport de mesure de bruit de septembre 2010 de SOCOTEC avec des mesures complémentaires de ECSE de 2013.

Les mesures de 2013 ne répondent pas aux demandes de l'inspection des installations classées.

De nouvelles mesures sont demandées à l'exploitant sous un délai de trois mois.

Poussière + Odeurs

1/ Pour les poussières, il existe un système d'arrosages par buses. L'eau est issue de la cuve d'arrosage se trouvant repéré « O » sur le plan joint. Cet arrosage a été essayé en notre présence le jour de la visite. L'exploitant a commandé son démarrage par un commutateur marche / arrêt sur le tableau électrique se trouvant à proximité de la cuve d'arrosage.

Concernant les poussières émises par la presse. Selon l'exploitant, il n'y a pas d'émissions de poussière. L'exploitant met la ferraille, puis la presse se ferme complètement et enfin les parois compressent la ferraille pour en sortir des cubes de ferrailles. Ce fonctionnement n'a pas été vérifié pendant la visite.

2/ Pour les odeurs, la cuvette de rétention se situant dans la zone Nord-Est est pleine d'une eau saumâtre et nauséabonde.

Il est demandé à l'exploitant de faire des analyses de cette eau et de prévoir une solution pérenne pour l'éliminer.

Brûlages :

Le jour de la visite, il n'a pas été constaté de trace de brûlage ou de résidus de déchets brûlés sur le sol .

4 - PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Considérant ce qui précède l'inspection propose à Monsieur le préfet de Vaucluse de **mettre en demeure** la société SPLM Coudouret de respecter :

- l'article 1.4 de l'arrêté susvisé portant autorisation, sous un délai de **trois mois** en présentant un dossier représentatif de ses activités telles que l'inspection a pu les constater lors de sa visite ;
- l'article 7.5.3 de l'arrêté susvisé portant autorisation, sous un délai de **un mois** ;
- l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement pour les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets ainsi que les exploitants des installations visées à l'article L. 214-1 ou des installations visées à l'article L. 511-1 qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3, et de mettre en place ce registre pour **le 1^{er} janvier 2015**.

Un projet d'arrêté de mise en demeure rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.

Par ailleurs, nous proposons à Monsieur le préfet de Vaucluse d'informer le plaignant des suites données à sa plainte transmise à l'inspection le 24 avril 2014.

L'inspecteur de l'environnement,